



# Lettre ouverte

De : Fédération syndicale unitaire

A : M. Gabriel Attal, premier ministre  
et Mme Nicole Belloubet, ministre de l'Education nationale et de la jeunesse

---

**Objet : situation à Mayotte**

A Bagnolet, le 11 février 2024

Monsieur le Premier ministre,  
Madame la ministre de l'Education nationale,

Mayotte est une nouvelle fois plongée dans la crise dans l'indifférence du gouvernement. Après la crise de l'eau à l'automne, c'est une nouvelle flambée de violence qui touche l'île. La situation est chaotique : des barrages ont été érigés par des collectifs de citoyens pour dénoncer l'insécurité qui mine le quotidien des habitants et le dialogue a été rompu avec le préfet. Des barrages sauvages sont aussi montés par des bandes qui profitent de la situation pour poursuivre leurs actes violents contre les biens et les personnes : agression contre des maisons ou des bâtiments publics (maire de Koungou par exemple), en y mettant parfois le feu. Il y a quelques semaines, la ville de Sada a été assiégée pendant toute la nuit par des gangs.

Aujourd'hui, l'île est quasiment à l'arrêt, dans une situation de quasi confinement. A l'insécurité physique s'ajoutent les risques sanitaires : accès impossibles aux hôpitaux, ruptures d'approvisionnement en médicaments, amoncellement des ordures. Les magasins se vident et la pénurie guette.

Une nouvelle fois, l'Etat failli à sa mission de protéger la population. La FSU dénonce l'absence de ministre des outre-mer pendant 4 semaines, signe d'un mépris gouvernemental pour ces questions.

Dans l'Education, les établissements scolaires subissent des tentatives d'intrusion par des groupes armés de machettes et des barres de fer qui viennent pour en découdre avec les élèves ou les personnels. Des collègues de plusieurs collèges ou lycée (Koungou, Mgombani, Kwalé) ont exercé leur droit de retrait. La FSU apporte tout son soutien aux personnels des écoles et établissements scolaire.

Au regard de la situation sur l'île, les personnels et les élèves sont confinés chez eux. Certains établissements sont fermés, pour la majorité d'entre eux, ils sont encore ouverts mais n'accueillent que très peu d'élèves et de personnels, tant la sortie de chez eux ou pour se rendre sur les lieux de pratique en EPS représentent un risque pour leur sécurité, voire leur vie. Maintenir les établissements ouverts dans ces conditions n'est pas acceptable ! La FSU exige qu'aucune pression ne soit faite sur les personnels pour qu'ils rejoignent leur lieu de travail.

Le risque d'un décrochage scolaire massif est bien réel : au regard des infrastructures, l'enseignement hybride est un leurre. La FSU renouvelle son exigence d'un plan d'urgence pour l'Education à Mayotte qui prend encore plus d'importance dans le contexte actuel.

Trois quarts de la population sous le seuil de pauvreté, deux tiers sans qualification, un revenu mensuel médian de 260 euros, une espérance de vie inférieure de neuf ans à la moyenne, un système de soins débordé, un accès à l'eau et l'électricité pas garanti à tous et aléatoire, une délinquance explosive, « hors normes » selon l'INSEE,... la situation du 101ème département français, Mayotte, n'est pas digne d'une grande puissance économique, et insupportable pour la population, qui l'a exprimé en diverses occasions. L'investissement dans les services publics, centré sur les besoins de la population, y compris pour la sécurité, est le seul moyen de sortir l'île d'une crise devenue permanente. Des mesures urgentes doivent être prises, Mayotte ne peut plus attendre !